



ASSOCIATION SPORTIVE, CULTURELLE ET D'ENTRAIDE DE L'EQUIPEMENT de la HAUTE-SAVOIE

STATUTS MODIFIES ET ADOPTES LORS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 27 AVRIL 2018

Table des matières

TITRE I. GENERALITES	2
Article 1 : Création.....	2
Article 2 : Définition	2
Article 3 : Buts	2
Article 4 : Affiliation.....	2
Article 5 : Ressources	3
Article 6 : Affectation des excédents.....	3
Article 7 : Composition de l'association	3
Article 8 : Perte de la qualité d'adhérent.....	4
Article 9 : Les bienfaiteurs.....	4
TITRE II. - ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT	4
Article 10 : Le Comité Directeur	4
Article 11 : Perte de la qualité de membre du comité directeur.....	5
Article 12 : Réunions du comité directeur.....	5
Article 13 : Les votes en réunion du comité directeur.....	5
Article 14 : Le bureau.....	5
Article 15 : Le président.....	5
Article 16 : Les Vice-Présidents	6
Article 17 : Le secrétaire général	6
Article 18 : Le trésorier.....	6
Article 19 : Vérification aux comptes.....	6
TITRE III - ASSEMBLES GENERALES	7
Article 20 : Assemblée générale ordinaire	7
Article 21 : Assemblée générale extraordinaire	7
TITRE IV - DISPOSITIONS DIVERSES	7
Article 22 : Changements survenus dans l'administration de l'ASCEE.....	7
Article 23 : Modification des statuts.....	7
Article 24 : Dissolution et dévolution des biens.....	8
Article 25 : Règlement intérieur.....	8
Article 26 : Formalités administratives.....	8

TITRE I. GENERALITES

Article 1 : Création

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et les textes subséquents :

déclarée à la préfecture de Haute-Savoie le 10 Juillet 1970 sous le numéro 074 1002811, déclaration publiée au journal officiel du 29 Juillet 1970 page 7112 ;

Statuts approuvés en assemblée générale extraordinaire du 10 juillet 1970 ; dernières modifications connues : statuts modifiés en AGE le 29 mars 2004, le 26 janvier 2006.

Affiliée sous le n° 75/041/041 à la Fédération Nationale des Associations Sportives, Culturelles et d'Entraide (FNASCE) reconnue d'utilité publique par décret du 20 Août 2015 et publié au JO N° 193 du 22 Août 2015., agréée par le Ministère de la Jeunesse et des Sports sous le n° 75 S 100 du 13 novembre 1972 pour le Sport et agréée comme Association Nationale de Jeunesse et d'Education Populaire par l'arrêté du 25 avril 2005 ;

Dénomination : ASSOCIATION SPORTIVE, CULTURELLE et D'ENTRAIDE de l'EQUIPEMENT du département de la Haute-Savoie.

Sigle : ASCEE74

Objet : La création, la promotion et le développement de l'entraide, des activités culturelles et sociales, la pratique de différents sports et l'amélioration des conditions matérielles et morales d'existence de ses membres et de resserrer les liens amicaux de l'association.

Siège social : DDT74 - 15 Rue Henry Bordeaux- 74998 ANNECY Cedex 9 - il peut être transféré dans tout autre lieu de la même ville sur décision du Comité Directeur.

La durée de l'association n'est pas limitée.

Article 2 : Définition

L'ASCEE74 groupe en une association amicale l'ensemble des personnels et leurs ayants droits travaillant ou ayant travaillé :

- à la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Savoie (ex DDT74),
- à la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est,
- à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne Rhône-Alpes,
- à la Préfecture de la Haute-Savoie et ses services
- dans tous les autres services de leur communauté de travail.

Elle peut aussi comporter des personnes n'appartenant pas à ces services.

Article 3 : Buts

L'ASCEE74 a pour but de :

- resserrer les liens amicaux et professionnels entre les personnels de la communauté de travail
- promouvoir et développer le sport et la culture par l'organisation et la création d'activité
- promouvoir et développer tout action d'entraide entre ses membres tant dans les domaines sociaux que culturels et des loisirs, créer des structures d'accueil et en assurer la gestion,
- Mettre en œuvre des actions de développement durable et de sécurité routière dans le cadre de ses activités,
- réaliser des achats groupés.

L'ASCEE peut agir seule ou en partenariat avec d'autres associations analogues sur certaines activités.

L'action de l'ASCEE est indépendante de toute considération syndicale, politique, confessionnelle ou philosophique.

Article 4 : Affiliation

Conformément aux articles 1-7 des statuts fédéraux et 8-5 du règlement intérieur fédéral, l'ASCEE doit verser sa cotisation annuelle et fournir à la FNASCE, avant la date limite fixée par l'article 8-5 du règlement intérieur fédéral, les documents suivants :

- le compte rendu de l'assemblée générale avec le résultat des divers votes,
- le rapport d'activités
- le rapport financier,
- le rapport du vérificateur aux comptes de l'exercice précédent,
- le projet de budget.

Dans le cadre de son affiliation à la FNASCE et de son appartenance à l'Union Régionale des ASCEE (URASCE Rhône-Alpes) les membres de l'ASCEE peuvent participer aux manifestations nationales et régionales organisées par celles-ci. Ils s'engagent à se conformer intégralement aux statuts et réglementations et à se soumettre aux sanctions disciplinaires qui leur seraient infligées par l'application desdits règlements.

Ces dispositions s'appliquent également dans le cadre d'une affiliation de l'ASCEE74 à d'autres fédérations nationales.

Article 5 : Ressources

Les ressources de l'ASCEE 74 proviennent :

- des cotisations de ses membres
- des aides de la FNASCE
- des aides de l'URASCE Rhône-Alpes
- des aides du ou des services mentionnés à l'article 2 des statuts
- des libéralités faites par des bienfaiteurs
- des versements éventuellement effectués par les membres honoraires
- des subventions et aides diverses dans le cadre de la législation en vigueur,
- du produit des activités organisées par l'ASCEE74
- des intérêts et revenus des biens et valeurs qu'elle possède
- du produit des souscriptions, collectes et quêtes effectuées auprès de ses membres ou du public, sous réserve d'avoir obtenu pour celles-ci les autorisations nécessaires.
- de façon générale, toutes les ressources autorisées par la loi.

Article 6 : Affectation des excédents

Dans l'hypothèse d'un résultat d'exercice excédentaire, les sommes engagées sont affectées dans le projet social de l'ASCEE, dans les domaines du sport, de la culture, de l'entraide et des structures d'accueil.

Article 7 : Composition de l'association

L'association est constituée par tous les membres dont l'adhésion ou son renouvellement n'ont pas fait l'objet d'un refus par le comité directeur. Elle comprend cinq catégories :

- des membres actifs
- des membres extérieurs
- des ayants-droits
- des membres honoraires
- des occasionnels.

Le nombre de ses membres est illimité.

1. Membres actifs

Il s'agit des personnes ci-après ayant rempli et signé leur fiche d'adhésion annuelle :

- a) agents des structures de travail locales mentionnées à l'article 2 des présents statuts,
- b) agents de nos ministères de référence (dans la suite du texte, ils seront nommés les « Ministères ») travaillant dans d'autres structures locales,
- c) anciens agents de l'Equipement
- d) agents des « Ministères » en détachement, en mise à disposition ou en disponibilité pour convenance personnelle
- e) agents des « Ministères » résident dans le département
- f) agents retraités justifiants a, b, c, d, et e.

Les membres actifs ont le droit de vote en assemblée générale et sont éligibles au comité directeur de l'ASCEE.

La carte d'adhésion est familiale.

2. Membres extérieurs.

Il s'agit de personnes autres que celles définies à l'article 7-1, agréées par le comité directeur, ayant rempli et signé leur fiche d'adhésion annuelle, qui participent régulièrement aux activités de l'association. Ils ne peuvent pas bénéficier des avantages sociaux subventionnés par les « Ministères ».

Les membres extérieurs ont le droit de vote en assemblée générale mais ne sont pas éligibles au comité directeur de l'ASCEE.

La carte d'adhésion est familiale

3. Les Ayants-droits

Pour les membres ayant une carte familiale, il s'agit :

- a) du conjoint (époux, concubin, pacsé)
- b) des enfants à charge de moins de 25 ans
- c) des personnes à charges de moins de 25 ans
- d) des enfants handicapés sans limite d'âge.

Les ayants-droits sont mentionnés sur la fiche d'adhésion. Ils n'ont pas le droit de vote en assemblée générale et ne sont pas éligibles au comité directeur de l'ASCEE.

4. Les membres honoraires

Le titre de « membre honoraire » peut être décerné par le comité directeur aux personnes qui rendent ou ont rendu des services signalés à l'ASCEE et que celle-ci veut particulièrement honorer. Ils ne font pas obligatoirement partie d'un service mentionné à l'article 2.

Ce titre confère aux personnes qui l'ont obtenu le droit de faire partie de l'ASCEE sans être tenues de payer ni cotisation annuelle ni droit d'entrée aux manifestations organisées par l'ASCEE.

S'ils ne font pas partie d'un service mentionné à l'article 2, ils ne peuvent pas bénéficier des avantages sociaux subventionnés par les « Ministères ».

Ils ont le droit de vote mais ne sont pas éligibles au comité directeur sauf s'ils ont été membres actifs de l'ASCEE.

La carte d'adhérent est individuelle.

5. Les occasionnels.

Ce sont les personnes qui participent à des manifestations ponctuelles organisées par l'ASCEE, y compris pour le compte du ou des services définis à l'article 2.

Les occasionnels ne peuvent pas bénéficier des avantages sociaux subventionnés.

Leur adhésion est à la journée et individuelle.

Les occasionnels n'ont pas le droit de vote en assemblée générale et ne sont pas éligibles au comité directeur de l'ASCEE.

Article 8 : Perte de la qualité d'adhérent.

Perdent la qualité de membres actifs de l'Association :

- par démission donnée par lettre adressée au Président ;
- par non-renouvellement de son adhésion,
- par le refus du comité directeur d'agréer le renouvellement de son adhésion, sans qu'il soit nécessaire de le justifier.
- par radiation prononcée à la majorité simple du Comité Directeur, pour motif grave après audition de la personne intéressée qui aura été appelée à fournir toutes explications,
- par décès. Toutefois, dans le cadre de l'action « Brin de Muguet », le conjoint et/ou les enfants de l'adhérent décédé peuvent continuer à bénéficier des avantages de l'ascee, en tant qu'ayants-droits.

Article 9 : Les bienfaiteurs.

Sont reconnus « bienfaiteurs » toutes personnes physiques ou morales agréées par le comité directeur qui contribue à la prospérité de l'ASCEE en lui rendant des services signalés ou en lui versant une souscription régulière.

Ils n'ont pas le droit de vote en assemblée générale et ne sont pas éligibles au comité directeur de l'ASCEE.

TITRE II. - ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 10 : Le Comité Directeur

L'ASCEE est administrée par un Comité Directeur composé de 15 membres.

Ses membres sont élus pour 3 ans par les membres de l'ASCEE ayant droit de vote. Ils sont renouvelables par tiers chaque année.

En même temps que le renouvellement des membres sortants, il est procédé au comblement des postes vacants. Ces derniers sont pourvus en fonction du résultat du vote par les candidats élus qui ont obtenu le moins de suffrages. Leur mandat prend fin à l'expiration normale de celui des membres remplacés.

En cas d'égalité de voix, un tirage au sort, au sein du comité directeur, aura lieu.

L'élection au comité directeur de l'ASCEE 74 repose sur le principe du bénévolat et ils ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées.

Pour être éligible ou rééligible au comité directeur, le candidat doit être :

- membre actif ou membre honoraire s'il a été membre actif de l'ASCEE,
- à jour de son adhésion
- âgé de 18 ans le jour de l'élection.

Les candidats au comité directeur doivent être membres actifs depuis plus de 3 mois.

Article 11 : Perte de la qualité de membre du comité directeur.

La qualité de membre du comité directeur se perd par :

- démission
- radiation
- exclusion
- décès.

La radiation et l'exclusion ne peuvent être obtenues qu'à la majorité des deux tiers des membres du comité directeur de l'ASCEE présents, le vote ayant lieu à bulletin secret.

Par ailleurs, tout membre du comité directeur qui aura, sans excuse acceptée par celui-ci, été absent à 3 réunions de comité directeur consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire.

Article 12 : Réunions du comité directeur.

Le Comité Directeur se réunit au moins une fois par mois. Il peut se réunir exceptionnellement sur décision du président ou à la demande de la moitié de ses membres.

La présence de la moitié des membres du comité directeur est nécessaire pour valider les délibérations.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire général : ils sont collés et transcrits sur le registre prévu à cet effet.

Article 13 : Les votes en réunion du comité directeur.

Les votes ont lieu à la majorité simple des membres votants présents et des pouvoirs donnés par les membres empêchés. L'abstention ne compte pas dans le calcul des voix. Chaque membre présent ne peut recevoir plus de deux pouvoirs. En cas d'égalité des voix, la voix du Président est prépondérante. Les votes ont lieu à bulletin secret si un membre du comité directeur en fait la demande.

Article 14 : Le bureau.

A chaque renouvellement des membres du comité directeur, ceux-ci élisent parmi eux un bureau composé de :

Un(e) Président(e)
Un(e) Premier Vice-Président(e) éventuellement,
Un ou plusieurs vice-présidents
Un(e) secrétaire général(e),
Un(e) secrétaire adjoint, éventuellement
Un(e) trésorier
Un(e) trésorier adjoint éventuellement.

Les membres sortants sont rééligibles.

En cas d'égalité de voix, le candidat sera élu par tirage au sort.

Ce bureau a pour mission de préparer les travaux du Comité Directeur et d'assurer l'exécution de ses décisions.

L'élection au bureau de l'ASCEE 74 repose sur le principe du bénévolat et les membres de l'ASCEE 74 ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées, mais peuvent néanmoins percevoir des frais de déplacement en cas d'utilisation de leur véhicule personnel après accord du président.

Article 15 : Le président.

Le président est chargé d'exécuter les décisions du bureau et du comité directeur et d'assurer le bon fonctionnement de l'association.

Il représente l'association en justice et dans tous les cas de la vie civile. Il a notamment qualité pour agir en justice, tant en demande qu'en défense.

Il représente officiellement l'association auprès des pouvoirs publics et de toute autre instance.

Il signe tout document engageant la responsabilité morale ou financière de l'association.

Il dirige les travaux du comité directeur.

Le président est éventuellement assisté d'un premier vice-président et de un ou plusieurs vice-présidents auxquels il peut déléguer une partie de ses attributions. Ces délégations ne sont valables que pendant la durée de son mandat.

Article 16 : Les Vice-Présidents

Le comité directeur peut décider de créer plusieurs postes de vice-présidents pour mettre en œuvre les actions décidées par l'ASCEE et apporter une aide et assister le président.

L'un des vice-présidents est désigné par le comité directeur pour suppléer le président dans ses fonctions en cas d'empêchement de ce dernier.

Article 17 : Le secrétaire général

Le Secrétaire Général assure le fonctionnement administratif de l'ASCEE dans le respect des règles applicables aux associations.

Il est chargé des convocations, de la rédaction des comptes rendus et de la correspondance.

Il est responsable de la conservation des archives de l'association et de la tenue du registre et de tout document imposé par la loi et la réglementation.

Il peut être assisté d'un secrétaire général adjoint qui le supplé en cas d'absence.

Article 18 : Le trésorier.

Le Trésorier est responsable de la comptabilité générale de l'ASCEE et en assure le fonctionnement financier dans le respect des règles applicables aux associations.

Il perçoit les fonds et règle toutes les dépenses autorisées dans le cadre des comptes dont il a la gestion. Il gère le patrimoine de l'association.

En fin d'exercice, il présente l'ensemble des comptes de l'ASCEE et les soumet, pour examen, au vérificateur aux comptes avant sa présentation à l'assemblée générale.

Il peut être assisté d'un trésorier adjoint qui assure son intérim en cas d'empêchement ou il le complète dans ses tâches.

En cas de démission ou d'empêchement prolongé, ses fonctions sont exercées par le trésorier adjoint sinon par un trésorier intérimaire jusqu'à l'élection d'un nouveau trésorier.

Article 19 : Vérification aux comptes.

Un ou plusieurs vérificateurs aux comptes sont chargés du contrôle de la bonne exécution des comptes de l'association.

Ils sont élus par l'assemblée générale ordinaire pour un an et sont rééligibles.

Ils doivent être majeurs et membres actifs de l'ASCEE 74.

Leurs fonctions sont incompatibles avec celles de membre du Comité Directeur de l'ASCEE74 et ne peuvent donner lieu à rémunération.

TITRE III - ASSEMBLEES GENERALES

Article 20 : Assemblée générale ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire comprend tous les membres de l'ASCEE. Elle délibère sur les rapports relatifs à la gestion du comité directeur et à la situation morale et financière de l'Association. Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant et fixe la cotisation de base.

Elle se réunit une fois par an, au cours du premier semestre, sur convocation du président de l'ASCEE ou chaque fois que de besoin sur la demande du quart au moins de ses membres ayant droit de vote.

Le bureau de l'assemblée générale est celui du comité directeur.

Les convocations doivent être adressées aux adhérents au moins quinze (15) jours avant la date fixée et être accompagnées de l'ordre du jour.

Aucun quorum n'est requis.

Les délibérations sont prises à la majorité des suffrages exprimés. Chaque membre ne peut recevoir plus de trois pouvoirs.

Article 21 : Assemblée générale extraordinaire

Une assemblée générale extraordinaire est convoquée par le président de l'ASCEE :

- en cas d'urgence, à la diligence du président avec l'accord du bureau,

- Si la demande en est faite par le quart des adhérents ou par la majorité des membres du comité directeur.

L'ordre du jour est fixé par le comité directeur et comporte obligatoirement les questions dont l'examen aura été demandé préalablement.

Aucune assemblée générale extraordinaire ne peut se tenir plus de soixante (60) jours après que la date a été portée à la connaissance des adhérents sans que ce délai, même en cas d'urgence, puisse être inférieur à quinze (15) jours.

Une assemblée générale extraordinaire peut se tenir le même jour que l'assemblée générale ordinaire.

L'assemblée générale extraordinaire n'est valablement constituée que si le nombre des membres ayant droit de vote, présents ou représentés est égale à au moins 20% des membres de l'ASCEE. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée générale est convoquée à nouveau, sur le même ordre du jour, dans les soixante jours, avec un délai minimum de quinze jours. Cette assemblée peut cette fois délibérer quel que soit le nombre de membres ayant droit de vote, présents ou représentés.

Les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des membres ayant droit de vote, présents ou représentés. Chaque membre ne peut recevoir plus de deux pouvoirs.

TITRE IV - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 22 : Changements survenus dans l'administration de l'ASCEE.

La secrétaire générale de l'ASCEE doit faire connaître dans les trois mois à la préfecture de la Haute-Savoie tous les changements survenus dans l'administration de l'ASCEE ainsi que toutes les modifications apportées aux statuts.

Article 23 : Modification des statuts.

Toute modification des statuts ne peut être apportée que par une assemblée générale extraordinaire sur l'initiative du comité directeur ou sur proposition d'au moins le quart des membres de l'ASCEE ayant droit de vote, cette proposition étant adressée au président au moins deux mois avant la dite assemblée.

Toute proposition de modification des statuts doit être portée à la connaissance des membres ayant droit de vote au moins trente (30) jours avant la réunion de l'assemblée générale extraordinaire spécialement convoquée à cet effet.

Les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des membres de l'ASCEE ayant droit de vote, présents ou représentés : chaque membre ne peut recevoir plus de deux pouvoirs.

Cette assemblée doit réunir au moins 20 % des membres de l'ASCEE ayant droit de vote, présents ou représentés.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée à nouveau sur le même ordre du jour dans les soixante jours, avec un délai minimum de quinze jours. Elle peut alors délibérer quel que soit le nombre de membres ayant droit de vote, présents ou représentés.

Article 24 : Dissolution et dévolution des biens.

Après que la FNASCE et l'URASCE en ont été informées, la dissolution de l'ASCEE ne peut être prononcée que par une assemblée générale extraordinaire spécialement convoquée à cet effet et comprenant au moins les deux tiers des membres de l'ASCEE ayant droit de vote et à jour de leur cotisation. Chacun d'eux dispose d'une voix.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée à nouveau sur le même ordre du jour, dans les soixante jours, avec un délai minimum de quinze jours. Elle peut alors délibérer quel que soit le nombre de membres présents ayant droit de vote et à jour de leur cotisation.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des trois quart des membres présents.

En cas de dissolution, l'assemblée générale extraordinaire désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'ASCEE.

La dissolution n'est acquise qu'après attribution de l'actif net à ou aux ASCE qui intégreront ses membres ou à défaut à la FNASCE.

La dissolution doit faire l'objet d'une déclaration à la préfecture de la Haute-Savoie.

Article 25 : Règlement intérieur.

Un règlement intérieur, peut être établi par le comité directeur. Il détermine le fonctionnement de l'ASCEE pour toutes les questions non prévues par les statuts, notamment celles qui ont trait à son administration.

Article 26 : Formalités administratives.

Le président, au nom du bureau, est chargé d'effectuer les formalités de déclarations et de publications prévues à l'article 3 du décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour application de la loi du 1^{er} juillet 1901. En cas de modification dans la composition du bureau ou de transfert du siège social, il doit en aviser les services préfectoraux compétents, lesquels délivreront un récépissé.

Les présents statuts ont été adoptés en assemblée générale extraordinaire tenue à Annecy le 27 avril 2018

Pour le comité directeur de l'ASCEE74,

La Présidente



Michèle MANENT

La Secrétaire Générale



Sylvie CAMINAZ